

Population & Sociétés

Génération sacrifiée : le bilan démographique de la Grande Guerre

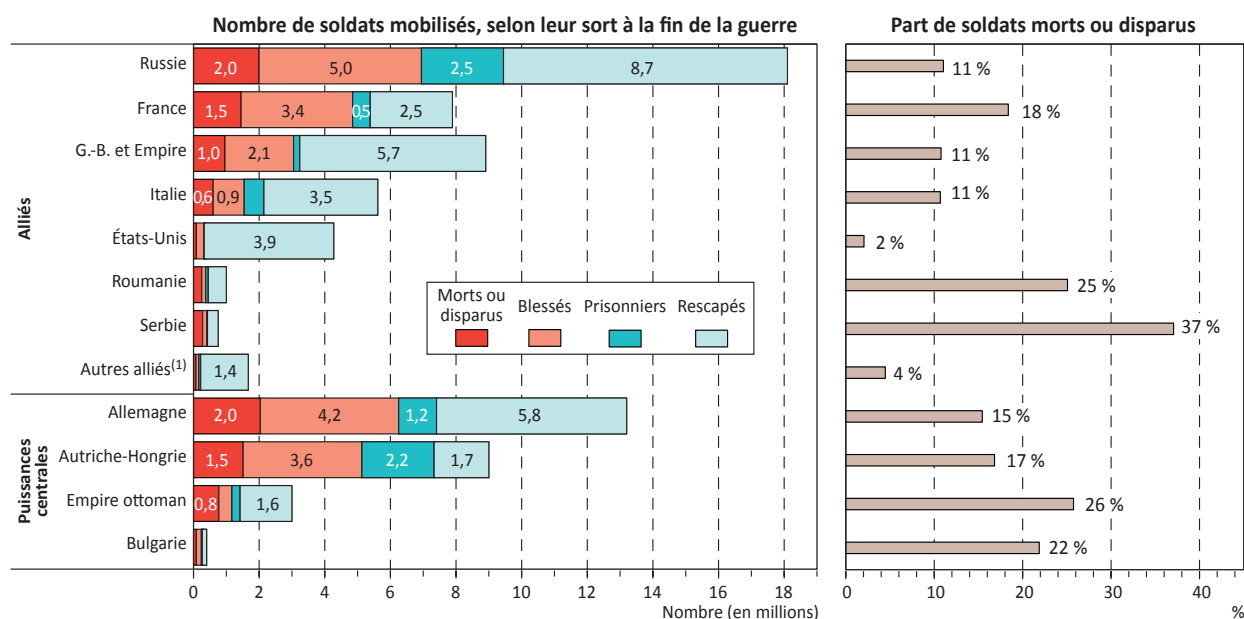
François Héran*

La guerre de 1914-1918 a marqué les mémoires par l'ampleur des pertes : 18 % au moins des incorporés de l'armée française furent tués, soit 1,5 million de morts. Reprenant les derniers travaux des historiens et des démographes sur les pertes militaires et civiles, l'auteur compare l'hécatombe de la Grande Guerre à une autre hécatombe, celle de la mortalité infantile, qui était alors du même ordre de grandeur.

À l'occasion du centenaire de la première guerre mondiale, quel bilan peut-on dresser des pertes subies par les belligérants ? Selon les estimations les plus récentes [1 et 2], 74 millions d'hommes furent mobilisés (48 par les Alliés, 26 par les Puissances centrales), dont 10 millions périrent (respectivement 5,6 et 4,4 millions), soit 14 %

(figure 1). Si la France a moins mobilisé que l'Allemagne, elle a subi plus de pertes en proportion : sur 7,9 millions d'incorporés, troupes coloniales comprises, 1,5 million environ ont péri durant le conflit ou les six mois qui ont suivi, soit 18 % (voir encadré 1).

Figure 1. Bilan des pertes militaires chez les belligérants



(1) Belgique, Portugal, Grèce, Monténégro, Japon.

Sources : J. Winter [1], révisé par A. Prost [2] pour les morts et les blessés (données aimablement communiquées à l'auteur).

(F. Héran, *Population et Sociétés*, n° 510, Ined, avril 2014)

Encadré 1. Compter les morts et les blessés : la méthode de l'armée, les estimations des chercheurs

1 357 800 tués dans l'armée française d'août 1914 à novembre 1918 : tel est le chiffre recueilli par le député Louis Marin, rapporteur général du budget. Les rapports qu'il rend entre juin 1919 et mars 1920 reprennent, avec quelques réserves, le chiffre des pertes reconnu par l'armée de terre [5].

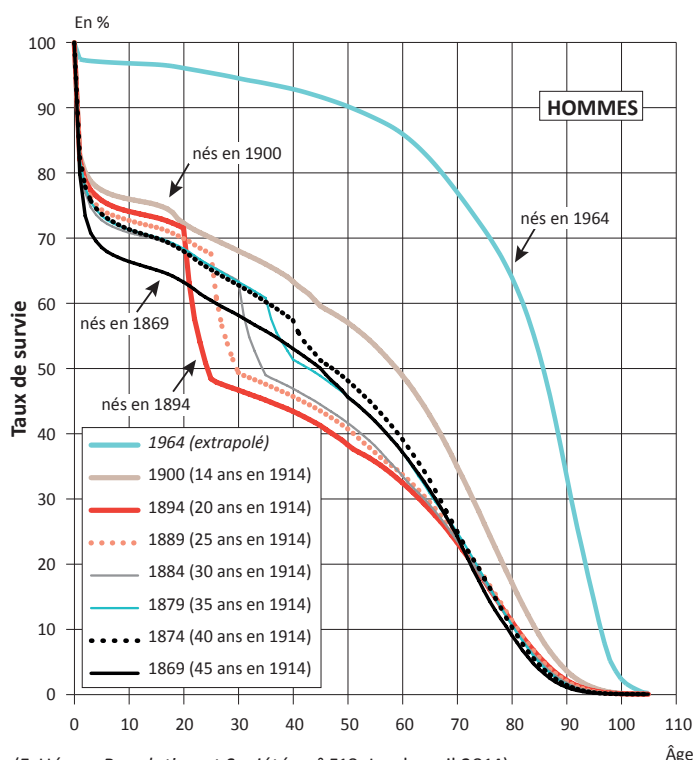
En 1931, Michel Huber, directeur de la Statistique générale de la France (SGF, ancêtre de l'Insee) complète ce bilan à la marge avec les 11400 décès de marins et les 28600 décès enregistrés par la médecine militaire dans les six mois ayant suivi la guerre, soit 1,4 million de décès [6]. Huber n'y voyant qu'un minimum, l'habitude a été prise d'arrondir ce chiffre à 1,5 million, sans doute plus réaliste que la fausse précision du chiffre officiel.

Antoine Prost a décrit la chaîne de production statistique de l'État-major et du service chirurgical des armées. C'est seulement en juillet 1916 que l'armée française, soucieuse de comparer l'évolution des pertes dans les deux camps, met en œuvre des fiches nominatives pour chaque catégorie (morts, disparus, blessés, prisonniers, réformés « récupérés », affectés à des tâches civiles...) avant de les confronter au fichier initial des incorporés. Grande première, ces données sont traitées par les mécanographes de la Statistique générale de France (SGF).

Les doubles comptes rendent fragile l'estimation du nombre de blessés. Selon le rapport Marin, l'armée française en évacua 4,2 millions, sans compter 5,2 millions de malades. Parmi eux, les hôpitaux militaires enregistrèrent respectivement 251 000 et 147 000 décès. D'autres succombèrent une fois démobilisés, sans qu'on sache combien, l'armée limitant ses comptes aux hommes sous les drapeaux. Au vu des cartes de combattants, Prost ramène le total des blessés à 3,4 millions, car 20 % ont été évacués au moins deux fois. Un blessé sur trois eut droit à une pension d'invalidité durable.

On doit enfin à Jacques Vallin un bilan démographique de la guerre qui complète l'essai d'Huber par un jeu d'hypothèses sur la répartition des décès par âge et génération [7]. Dans sa thèse de 1971 publiée par l'Ined, il reconstitue les tables de mortalité des générations ayant vécu au XX^e siècle, avec une attention spéciale à celles qui ont versé le plus lourd tribut à la guerre de 1914.

Figure 2a. Proportion de survivants à chaque âge pour les générations ayant vécu la Grande Guerre



(F. Héran, *Population et Sociétés*, n° 510, Ined, avril 2014)

Source : Source : Vallin et Meslé [4].

Lecture : à l'âge de 20 ans, 72 % de la génération masculine née en 1894 avait survécu à la mortalité infantile et juvénile ; cinq ans plus tard, à l'issue de la Grande Guerre, la même génération ne compte plus que 48 % de survivants.

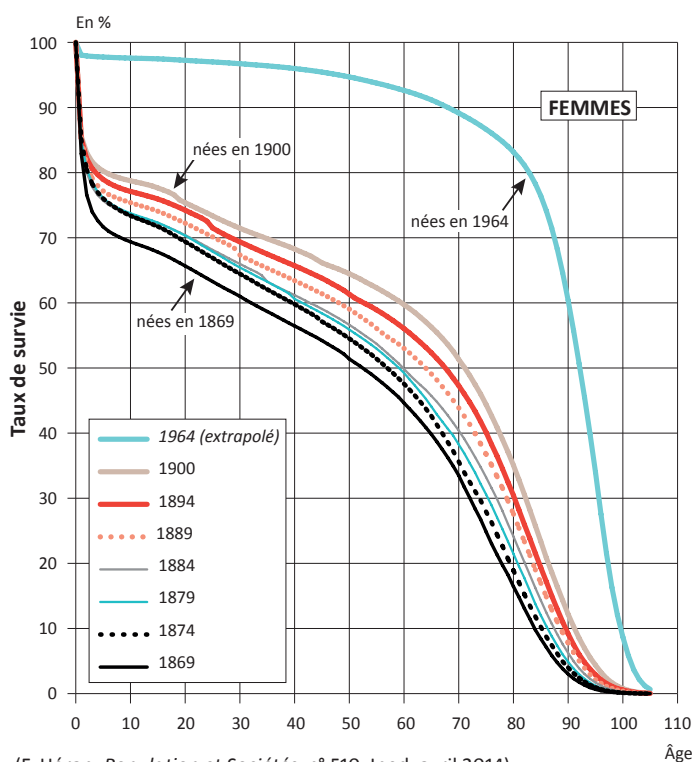
Tout en rappelant que l'Europe n'avait pas connu pareil bain de sang depuis la Guerre de Trente ans (1618-1648), Jay Winter relativise ses effets : 10 millions de morts, c'est autant que les 10 millions de migrants européens qui avaient gagné le Nouveau Monde dans la décennie précédant la guerre. Mais est-ce la bonne comparaison ? Un tiers au moins des migrants partis pour l'Amérique sont rentrés au pays entre 1871 et 1914 [3]. De plus, faute d'excédents démographiques, la France n'a guère émigré ; elle était déjà un pays d'immigration.

La double hécatombe

Plus pertinente est la comparaison avec une autre hécatombe, aujourd'hui oubliée : la mortalité infantile. De nos jours, 1 % seulement de la population française meurt avant l'âge de 20 ans. Il y a un siècle, pour la génération âgée de vingt ans en 1914, ce taux était de 26 % pour les filles et 28 % pour les garçons, tant les maladies infectieuses faisaient de ravages dans les premières années de vie (figure 2). La tendance était cependant à la baisse : 25 ans plus tôt, la génération née en 1869 avait déjà perdu 37 % de ses effectifs à l'âge de vingt ans.

Un cas extrême est celui de la « classe 1914 », c'est-à-dire la génération masculine ayant vingt ans en 1914, car née en 1894 – « ceux de 14 », selon la formule de l'époque [8]. Elle avait déjà perdu 28 % de ses membres avant la guerre du fait de la mortalité infantile et juvénile. Elle aurait dû en perdre 2 % de plus entre 20 et 25 ans, mais la guerre porta ce chiffre à 24 %, le taux de perte le plus élevé de toutes les classes

Figure 2b. Proportion de survivants à chaque âge pour les générations ayant vécu la Grande Guerre



Chez les femmes, le taux de survie est respectivement de 74 % et 70 %. Sans la guerre, les courbes de survie masculines auraient dû s'intercaler entre celles des générations non mobilisées nées en 1869 et 1900 (marquées d'une flèche). La génération 1964 atteste les progrès ultérieurs de la lutte contre la mortalité.

mobilisées. La seconde hécatombe tua un tiers des survivants de la première. Fin 1918, les deux « faucheuses » réunies avaient éliminé 52 % des hommes nés en 1894. Mais si la première hécatombe semblait dans l'ordre des choses, la seconde, qui frappa des hommes actifs ou formés, traumatisa le pays.

Des « classes » inégalement éprouvées

On compte tout au plus 12 % de civils parmi les morts de la Grande Guerre (encadré 2). La guerre massacra en priorité les hommes jeunes, inversant la hiérarchie des taux de survie par génération. Le principal facteur fut la durée d'exposition. Moins aguerrie que les classes 1911-1912-1913, déjà sous les drapeaux au titre du service militaire de trois ans, la classe 1914 subit le choc des premiers mois de guerre et fut mobilisée pendant tout le conflit. Sur les 320 000 hommes de cette cohorte, l'armée en avait déclaré aptes 294 000, dont 224 000 furent incorporés : 31 % périrent, soit 22 % de la génération. En revanche, la classe 1917, mobilisée à partir de janvier 1916, fut moins longtemps exposée et eut trois fois moins de pertes.

Dans les classes plus âgées, les pertes furent atténuées par une moindre mobilisation (77 % de la génération 1874 fut mobilisée contre 92 % pour la génération 1894). L'armée rappela les réformés mais s'abstint d'exposer les hommes les plus âgés. Elle savait qu'une population en majorité paysanne et ouvrière, rompue aux travaux de force et aux rigueurs du climat, accusait aussi une usure précoce, se soldant

par une morbidité et une mortalité élevées. Entre 20 et 54 ans, une génération non mobilisée, comme celle née en 1900, perdait encore en temps de paix 20 % de ses effectifs (contre 6 % dans la génération née en 1964).

Une espérance de vie réduite de 11 ans

Quel fut l'impact de la guerre sur l'espérance de vie ? Il faut rappeler qu'il existe deux façons de la mesurer : soit « sur le moment » (pour une année donnée) soit au terme d'un suivi longitudinal (pour une génération), avec des résultats très différents.

Dans le premier cas, on n'attend pas que les générations s'éteignent, on calcule pour une année donnée, comme 1915, la vie moyenne d'une génération fictive qui subirait à chaque âge de sa vie les conditions de mortalité observées cette année aux différents âges. Méthode classique mais peu appropriée aux temps de guerre, car cela revient à imaginer le sort d'une génération qui serait en guerre toute sa vie. En deux ans, de 1913 à 1915, l'espérance de vie ainsi calculée recule seulement de 3 % chez les femmes, passant de 53,5 ans à 51,7 ans, (- 3 %) mais s'effondre de 46 % chez les hommes : de 49,4 à 26,6 ans.

Dans la seconde approche, retenue ici, on suit jusqu'à leur extinction le sort des générations réelles. Les plus touchées furent les générations masculines 1894 et 1895. Elles n'ont vécu en moyenne que 37,6 ans, alors qu'elles en auraient vécu 48,3 sans la guerre, soit une espérance de vie amputée de 11 ans. Recul considérable (- 22 %) mais deux fois moindre que les 46 % de baisse obtenus avec l'indicateur du moment, car les survivants (dont certains devinrent centenaires en 1994-1995) purent bénéficier des progrès de l'espérance de vie aux âges élevés.

Des effets à long terme

Aux pertes militaires directes il faut ajouter leurs retombées. En fait, les veuves étaient déjà nombreuses avant 1914 du fait de la forte surmortalité masculine : une femme sur cinq entre 45 et 50 ans, une sur deux au-delà. La guerre ne changea pas ces proportions, mais elle doubla la part des veuves dans la tranche des 25-44 ans : 10 % en 1920, contre 5 % en 1913. Aux 2,4 millions de veuves que comptait déjà le pays en temps de paix, elle ajouta un demi-million de jeunes veuves de guerre, qui durent élever environ un million d'orphelins.

Encadré 2. Pertes civiles : l'inconnue des départements envahis

L'estimation des pertes civiles de la France pour la Grande Guerre ne pose pas moins de problèmes que celle des pertes militaires. Les dix départements envahis, des Vosges au Pas-de-Calais, comptaient 6,5 millions de personnes, soit 17 % de la population nationale, dont 1,4 million environ se réfugièrent au sud. L'état civil survécut en zone envahie, mais la SGF dut interrompre la statistique des décès. En revanche, dans l'Alsace-Moselle annexée par l'Allemagne depuis 1870 et peuplée de 1,9 million d'habitants en 1910, les autorités dénombrent 38 000 décès liés à la guerre.

Selon les données de la SGF, la mortalité civile des 77 départements non envahis n'a guère bougé de 1914 à 1917. Elle resta en deçà du niveau de 1911, rehaussé de 11 % par un été caniculaire. En 1918, en revanche, les décès augmentèrent de 20 %, en raison de la « grippe espagnole » apparue dans l'hiver 1918-1919 (et qui sévira jusqu'en 1920). La France des 77 départements non envahis n'a pas subi l'équivalent des effets désastreux du blocus économique imposé à l'Allemagne. En définitive, la surmortalité des civils pendant la guerre s'est limitée en France à 117 000 décès. L'extrapolation de ce surcroît aux 87 départements donne un total national de 139 000 décès. On peut le pousser à 180 000 pour tenir compte de la surmortalité en zone envahie, soumise à un régime d'occupation éprouvant. Dans cette hypothèse, les décès civils en France feraient environ 12 % du total des décès liés à la Grande Guerre, y compris le début de la grippe espagnole.

La guerre divisa par deux le nombre annuel de naissances en France (de 800 000 à 400 000). Plus d'un million ne furent pas rattrapées. L'entaille des « classes creuses » devait échancre durablement la pyramide des âges [9 et 10]. Avec un double effet : d'abord, un vieillissement démographique accéléré, qui fera de la France de 1939 le pays le plus âgé du monde (un rang occupé aujourd'hui par le Japon), mais aussi, dans les années 1990-2000, un allègement provisoire du fardeau de la dépendance, dû à l'arrivée des classes creuses aux grands âges.

Certes, le pays réintégra 1,7 million d'Alsaciens-Lorrains en 1918. Mais, pas plus que les réparations imposées aux vaincus, le retour des provinces perdues ne pouvait compenser les générations sacrifiées : 1,5 million de morts, avec leur lot de veuves et d'orphelins, plus de trois millions de blessés, dont un tiers d'invalides, un déficit d'un million de naissances : autant de pertes irréparables et

jamais réparées. Mais depuis lors, comme l'a souligné Jacques Vallin, « les progrès de la puériculture et de la pédiatrie ont fait autant pour la survie des générations que n'a défait la guerre la plus meurtrière » [7, p. 170].

Références

- [1] Jay Winter, « Victimes de la guerre : morts, blessés et invalides », in S. Audoin-Rouzeau et J.-J. Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre*, t. II, Perrin, 2^e éd., 2012, p. 715-728.
- [2] Antoine Prost, « The dead », in J. Winter (ed.), *The Cambridge History of the First World War*, t. 3, Cambridge, CUP, 2014, p. 561-586.
- [3] Marjory Harper, *Emigrant Homecomings: The Return Movements of Emigrants, 1600-2000*, Manchester/New York, Manchester University Press, 2004.
- [4] Jacques Vallin et France Meslé, *Tables de mortalité françaises pour les XIX^e et XX^e siècles et projections pour le XXI^e siècle*, Paris, Ined, Données statistiques, 2001 (avec CD-Rom).
- [5] Antoine Prost, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement social*, n° 222, janvier-mars 2008, p. 41-60.
- [6] Michel Huber, *La population de la France pendant la guerre*, Paris, Puf, 1931.
- [7] Jacques Vallin, *La mortalité par génération en France depuis 1899*, Paris, Ined, Cahier n° 63, 1973.
- [8] Maurice Genevoix, *Ceux de 14*, Paris, Points, 2008 (écrit en 1916-1923).
- [9] Fabienne Daguët, *Un siècle de démographie française*, Insee Résultats, Démographie société n° 47-48, 1995.
- [10] Gilles Pison, « 1914-2014 : un siècle d'évolution de la pyramide des âges en France », *Population et Sociétés*, n° 509, mars 2014.

Résumé

À l'issue de la Grande Guerre, la génération des hommes née en 1894, ou « classe 1914 », était âgée de 25 ans. Elle avait perdu la moitié de ses effectifs, sous l'effet de deux hécatombes de même ampleur : la mortalité infantile et juvénile d'abord, la mortalité de guerre ensuite. Son espérance de vie, déjà très basse en temps de paix (48 ans), fut écourtée de 11 ans. Les pertes des autres générations se répartirent selon l'âge à la mobilisation et la durée d'exposition. Le conflit laissa un demi-million de jeunes veuves de guerre (moins de 45 ans), avec un million d'orphelins. Plus d'un million de naissances ne furent jamais rattrapées, si bien que la France devint en 1939 le pays le plus âgé au monde, avant que le baby-boom ne change la donne.

